REPUBLIQUE DU BENIN

COUR D'APPEL DE COMMERCE DE COTONOU

ARRET
N°023/25/1C-P2/ **1^{ERE} CHAMBRE DU POLE 2 : FINANCE et INFORMATIQUE**
CFIN/

CA-COM-C
DU 20 JUIN 2025

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU
CONSEILLERS CONSULAIRES : François AKOUTA et Chimène ADJALLA
MINISTERE PUBLIC: Christian ADJAKAS
GREFFIER D'AUDIENCE: Maître Arnaud SOKOU
DEBATS : le 14 février 2025

RÔLE GENERAL
BJ/CA-COM-
C/2024/0010

MODE DE SAISINE DE LA COUR : Déclaration d'appel avec assignation en date du 09 décembre 2014 de Maître Claudine H. MOUGNI, Huissier de Justice près le Tribunal de Première Instance et la Cour d'Appel de Cotonou ;

Société Nationale de
Commercialisation des
Produits Pétroliers
(SONACOP) S.A

DECISION ATTAQUEE : Jugement N°134/14/2^{ème} C.COM rendu entre les parties le 24 novembre 2014 par la deuxième chambre commerciale du Tribunal de Première Instance de Cotonou ;

(Me Maximin
CAKPO ASSOGBA)

ARRET : Arrêt contradictoire en matière commerciale, en appel et en dernier ressort, prononcé le 20 juin 2025 ;

LES PARTIES EN CAUSE

C/

APPELANTE :

Société STAG
ENGINEERING
NIGERIA SARL

Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP) S.A, immatriculée au RCCM sous le numéro 3034-B Cotonou, ayant son siège social à Cotonou, sis à l'Avenue Pape Jean Paul II, Tél : 01-21-31-29-13, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général en exercice, demeurant et domicilié audit siège, ayant pour conseil, **Maître Maximin CAKPO ASSOGBA, Avocat au Barreau du Bénin** ;

(SCPA POGNON et
Associés)

D'UNE PART

INTIMEE :

Société STAG ENGINEERING NIGERIA SARL, ayant son siège social sis au lot 1197 Q, Rue 661 Gbèdjromédé, Cotonou, RCCB RB/COT/08, BP: 3540, prise en la personne de son gérant, demeurant et domicilié es-qualité audit siège ;

Assistée de la **Société Civile Professionnelle d'Avocats POGNON et Associés** ;

D'AUTRE PART

LA COUR

Vu les pièces de la procédure ;

Ouïe les parties en leurs moyens et conclusions ;

Vu les réquisitions du Ministère Public des 07 avril 2021 et 05 juillet 2022 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Par le jugement n° 134/14/2^{ème} C.COM rendu le 24 novembre 2014, le tribunal de première instance de Cotonou a statué comme ci-après, dans le cadre d'un contentieux entre la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL et la Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP) S.A :

« statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- déclare irrecevables les demandes de la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL relativement aux commandes de gasoil des 08 janvier et 24 février 2010 pour cause de prescription ;

- prononce la résolution des contrats de vente des 14 mai, 02 août, 1^{er} novembre, 24 décembre 2010 ;

- condamne la société de commercialisation des produits pétroliers (SONACOP) S.A à payer à la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL la somme de dix-sept millions six-cent soixante-onze mille cinq cent (17.671.500) francs CFA correspondant à trente-deux mille (32.000) litres de gasoil non livrés ;

- condamne également la société de commercialisation des produits pétroliers (SONACOP) SA au paiement de cinq cent mille (500.000) francs CFA à titre de dommages et intérêts ;

- dit n'y avoir lieu ni à exécution sur minute, ni provisoire du présent jugement ;

- condamne la société de commercialisation des produits pétroliers (SONACOP) S.A aux dépens » ;

La SONACOP S.A a relevé appel de cette décision par exploit du 09 décembre 2014 et attrait la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL devant la Cour ;

Suivant les conclusions d'appel de son Conseil en date du 16 juillet 2019, la

SONACOP S.A demande à la Cour de recevoir son appel en la forme, puis au fond de :

- confirmer le jugement attaqué en ce qu'il a déclaré irrecevables les demandes de la société STAG ENGINEERING NIGERIA SARL relativement aux commandes de gasoil des 08 janvier et 24 février 2010 pour cause de prescription ;
- constater que le tribunal a fait litière des pièces qu'elle a versées au dossier ;
- infirmer le jugement pour l'avoir condamné à payer la somme de 17.671.500 FCFA, évoquer et statuer à nouveau et dire qu'elle a honoré ses engagements relativement aux commandes des 14 mai 2010, 02 août 2010, 1^{er} novembre 2010 et 24 décembre 2010 ;

Dans les conclusions de son Conseil en date du 1^{er} mars 2022, la société STAG ENGINEERING NIGERIA SARL prie la Cour de :

- constater que la SONACOP S.A est débitrice de la somme de francs CFA trente millions trois cent onze mille cinq cent (30.311.500) à son égard, au titre de commandes de gasoil non livrées ;
- confirmer en conséquence le jugement querellé en toutes ses dispositions ;

La SONACOP S.A fait valoir qu'elle a formé un appel partiel aux fins d'être déchargée des condamnations prononcées à son encontre par le premier juge, en raison de la non-prise en compte des pièces qu'elle a versées au dossier ;

Qu'elle a livré les produits pétroliers à la société STAG ENGINEERING NIGERIA SARL dans le courant de l'année 2010, ainsi qu'en témoigne le registre de sortie de magasin de même qu'un procès-verbal d'audition du 15 juin 2012 ;

En réplique, la société STAG ENGINEERING NIGERIA SARL développe qu'elle a entretenu des relations d'affaires, plusieurs années durant, avec la SONACOP S.A, notamment de janvier à décembre 2010, en délivrant des chèques au profit de cette dernière pour la livraison de gas-oil ;

Qu'au titre de l'année 2010, la SONACOP S.A reste lui devoir 51.000 litres de gas-oil pour un montant total de 30.311.500 FCFA ;

Que c'est en raison du mutisme de sa partenaire face à ses réclamations

qu'elle s'est pourvue en justice ;

Qu'elle sollicite la confirmation du jugement ;

SUR LA RECEVABILITÉ DE L'APPEL

Attendu que la SONACOP S.A a interjeté appel du jugement n° 134/14/2^{ème} C.COM rendu le 24 novembre 2014, dans les forme et délai de la loi ;

Qu'il y a lieu recevoir son appel ;

SUR LE JUGEMENT ATTAQUE

Attendu qu'aux termes de l'article 897 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, « *lorsqu'elle rend un arrêt confirmatif, la cour est réputée avoir adopté les motifs du premier juge qui ne sont pas contraires aux siens* » ;

Attendu qu'il est acquis aux débats que la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL a payé diverses sommes à la SONACOP S.A aux fins de livraison de produits pétroliers ;

Que statuant sur le contentieux né entre les parties à la suite de l'action de la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL aux fins de résolution de vente et de condamnation à payer à l'égard de la SONACOP S.A, le premier juge a rendu le jugement dont le dispositif est reproduit ci-dessus, en constatant d'une part, la prescription de certaines réclamations, d'autre part, en condamnant l'appelante à payer 17.671.500 FCFA, après avoir constaté qu'elle n'a pas livré 32.000 litres de produits correspondant à ce montant ;

Que la SONACOP S.A critique ce chef du jugement, en s'appuyant sur un procès-verbal d'audition en date du 15 juin 2012 relatif aux déclarations de l'un de chauffeurs-livreurs et sur des copies d'un document non authentifié, qu'elle qualifie de registre de sortie de magasin ;

Attendu que ces actes non contradictoires n'établissent pas la preuve contraire aux éléments du dossier tels que le premier juge les a bien constatés ;

Attendu, par ailleurs, que la société STAG ENGENERING NIGERIA SARL n'a pas formé d'appel incident ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il convient de confirmer le jugement querellé, en toutes ses dispositions ;

Attendu que l'appelante ayant succombé sera condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en appel et en dernier ressort ;

En la forme :

Reçoit la Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP) S.A en son appel contre le jugement n° 134/14/2^{ème} C.COM rendu le 24 novembre 2014 par le tribunal de première instance de Cotonou ;

Au fond :

Confirme ledit jugement en toutes ses dispositions ;

Condamne la SONACOP S.A aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT